



**HAL**  
open science

**José Ciro Martinez States of subsistence. The politics of Bread in Contemporary Jordan, Stanford University Press, 2022, 331**

**p.**

Éric Verdeil

► **To cite this version:**

Éric Verdeil. José Ciro Martinez States of subsistence. The politics of Bread in Contemporary Jordan, Stanford University Press, 2022, 331 p.. Mondes arabes, 2025, N° 7 (1), pp.177-184. <10.3917/machr2.007.0177>. <hal-05098967>

**HAL Id: hal-05098967**

**<https://hal.science/hal-05098967v1>**

Submitted on 5 Jun 2025

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

**José Ciro Martinez, *States of subsistence. The politics of Bread in Contemporary Jordan*, Stanford University Press, 2022, 331 p.**

Le pain est volontiers pensé comme le bien politique par excellence et les défauts d'approvisionnement de ce dernier, ou en grains et en farine et en pain, ou leurs hausses des prix, ont nourri au cours de l'histoire de multiples manifestations, émeutes, et parfois même révolutions. Dans le monde arabe, on pense aux émeutes du pain en Égypte en 1977, en Tunisie en 1983-84 et en Algérie en 1988. Le pain constituait aussi, dans la révolution égyptienne de 2011, une revendication fondamentale avec la dignité et la liberté. Les analyses de l'économie politique de la Jordanie n'ont pas manqué également de mettre en avant la hausse des prix des produits de première nécessité, et notamment du pain, comme motif de protestation, perçue comme une remise en cause du contrat social local. Ces épisodes sont eux-mêmes souvent liés à des réformes économiques cherchant à réduire des subventions jugées trop lourdes pour le budget national et sources de déficit.

*Fabriquer et distribuer le pain, produire l'adhésion à l'État*

L'ouvrage de Ciro Martinez est une contribution très originale à ces thématiques. En s'intéressant au pain, Ciro Martinez entend approfondir la question du contrat social dans le contexte des autoritarismes arabes, en critiquant une vision trop instrumentale de l'échange de l'obéissance contre la fourniture de services bon marché. Pour cela, il mobilise une ethnographie très ancrée des pratiques de production, de distribution et de consommation, mais aussi des mécanismes politiques de contrôle de l'usage de la farine. Autour du pain fabriqué, consommé et contrôlé, dans la lignée des travaux de Timothy Mitchell, il analyse la performativité de l'État, un État qui n'existe pas séparément de la société, mais qui est sans cesse produit et reproduit par ces pratiques sociales. Il analyse ainsi un effet d'État, le pain subventionné s'inscrivant au cœur de la vie sociale. L'auteur cite ainsi les sandwiches falafels ou shawarma. Cette analyse est menée à travers une enquête en trois volets : une observation participante au sein de l'institution en charge de réguler et de contrôler la distribution de farine subventionnée (le ministère de l'Approvisionnement), principalement à Amman, mais aussi, plus ponctuellement, à Aqaba et à Maan ; une immersion, comme apprenti boulanger, dans trois boulangeries de quartiers différents d'Amman, qui lui permet d'observer les techniques professionnelles mais aussi les rapports sociaux qui se nouent autour de l'achat du pain ; et des

entretiens avec des officiels, notamment plusieurs anciens ministres, responsables de la mise en œuvre initiale de la politique de subvention du prix du pain dans les années 1970 puis de sa réforme dans les années 2014-2018. Le pain qu'étudie *Ciro Martinez* est *al-khubz al-'arabî*, fabriqué à partir d'une farine spéciale, la *zero*.

L'ouvrage se structure en six chapitres. Le premier revient sur la mise en œuvre de la politique de subvention du pain, en réponse à un mouvement de protestation de militaires d'une unité d'élite dans une caserne de Zarqa, en 1974, alors que la Jordanie est touchée par une inflation rapide, liée à son insertion croissante dans les échanges internationaux, notamment pour répondre à l'accroissement brutal de sa population à cause de l'arrivée des réfugiés palestiniens au lendemain de la guerre de 1967. Un nouveau ministère est créé, qui prend en charge l'importation et la distribution de la farine subventionnée, excluant les commerçants et importateurs de cette filière. Cette transformation prolonge les politiques développementalistes impulsées par le premier ministre, Wasfi alTal, mais elle n'est possible qu'une fois l'ordre politique intérieur assuré, après la répression de l'OLP lors de Septembre Noir. *Ciro Martinez* inscrit sa réflexion dans la continuité des travaux de Foucault et lit l'avènement de cette subvention comme un tournant vers une gouvernamentalité biopolitique après un moment d'affirmation et de renforcement de l'État par l'exercice d'une politique de souveraineté passant par la violence.

Le deuxième chapitre montre comment cette nouvelle politique transforme profondément non seulement les pratiques sociales, mais l'appréhension sensible qui donne toute leur place aux sentiments et aux sensations dans le façonnage des expériences de la vie quotidienne. Le pain, jusqu'alors fabriqué à la maison ou cuit dans des fours de quartier, devient un produit artisanal, voire industriel, produit dans un réseau de boulangeries contrôlées par les fonctionnaires du ministère. Il change de saveur et, selon les témoignages des anciens, perd son goût en raison de l'uniformisation des procédés de fabrication. Mais cette uniformisation devient une expérience commune des Jordaniens. *Ciro Martinez* a de très belles pages sur le rapport charnel et apaisant, que ses informateurs lui confient ressentir lorsqu'ils achètent du pain, cet apaisement étant au cœur de l'effet d'État qui construit la légitimité étatique à travers l'adhésion des corps des citoyens.

Le chapitre trois est centré sur les différents métiers qui contribuent à la production et à la distribution du pain. L'auteur mobilise ses observations participantes, dans l'accompagnement d'inspecteurs des farines sur le terrain et en tant qu'apprenti-boulangier dans trois établissements de quartiers d'Amman. L'action des contrôleurs du ministère implique de vérifier le bon usage de la subvention, à travers les allocations de farine, qui doivent atteindre les habitants à travers

une rigoureuse arithmétique basée sur le nombre de clients potentiels d'une boulangerie. Il est interdit d'utiliser cette farine, d'une qualité spécifique, pour d'autres types de pains et pâtisserie. Les inspecteurs doivent mettre en œuvre des compétences pratiques, matérielles et sensibles, distinctes des dispositifs d'objectivation supposés, et faire preuve de « ruse » pour débusquer les éventuelles fraudes et pratiques déviantes. En contrepoint, l'auteur souligne aussi le rôle des ouvriers boulangers et de leurs routines dans la production du pain. Le pain n'est pas un objet donné de gestion mais il est fabriqué (*made*) comme une ressource à travers les pratiques quotidiennes. L'État se trouve ainsi au cœur la boulangerie et sa légitimation est co-construite par des professionnels ordinaires, fonctionnaires ou non.

Le chapitre quatre procède à un décentrement géographique, en sortant d'Amman pour accompagner l'auteur dans des villes du sud du pays : Kerak, Maan et surtout Aqaba. À travers les histoires distinctes de résistance, de soulèvements et de mobilisations contre l'État à Kerak et Maan, ainsi que les formes de répression policière et militaire qui s'y déploient, ou encore à travers le dispositif de gouvernance typiquement néolibéral propre à Aqaba, destiné à y favoriser les investissements étrangers, Ciro Martinez souligne que le pouvoir d'État ne se déploie pas de manière homogène dans un espace continu. Au contraire, il s'organise de manière topologique et selon des modalités propres à chaque lieu, à ses fonctions et au contexte socio-historique. Néanmoins, les Jordaniens expérimentent chaque jour, en tout point du territoire et avec les boulangeries, le fait que « l'État infuse la vie quotidienne d'une manière qui va sans dire » (*the state permeates everyday life in ways that go without saying*, p. 167).

Le chapitre cinq analyse, en se référant à Michel de Certeau, les « tactiques à la boulangerie » par lesquelles les boulangers s'efforcent de répondre à la demande de pain, quitte à contourner la loi et les dispositifs de régulation de l'offre de farine. Grâce à sa présence quotidienne comme employé de boulangerie, Ciro Martinez décrypte les pratiques illégales ou à la limite des règles de certains boulangers et d'autres acteurs, visant à fournir du pain à base de farine subventionnée. Ainsi un boulanger paie-t-il des dessous-de-table à un employé du ministère pour disposer de plus de farine, non pas dans le but de faire plus de profit – car c'est pratiquement à perte –, mais de fournir plus de pain dans un quartier où la demande a augmenté en raison des migrations, sans que l'allocation officielle de farine n'ait suivi. De telles tactiques travaillent à réinscrire ou à maintenir l'État dans la vie quotidienne, quitte à s'opposer aux logiques mêmes du contrôle étatique. Ainsi, elles ne sont pas des résistances ou des oppositions à l'État, mais contribuent plutôt à la reproduction du pouvoir qu'à sa contestation. Ciro Martinez prend ici le contrepied de nombreuses analyses sur les tactiques comme une forme d'opposition à l'État, à commencer par de Certeau lui-même.

Dans le sixième et dernier chapitre, *Ciro Martinez* analyse la controverse autour de la réforme du pain subventionné. Tout en détaillant comment les bailleurs internationaux, en particulier le FMI, exercent une pression sur le gouvernement jordanien pour remplacer cette subvention universelle par des transferts monétaires ciblés vers les catégories défavorisées de la population, il montre les différentes arènes locales où cette réforme est débattue. Éditorialistes néolibéraux, forums radiophoniques, taxis, etc., sont autant de lieux où circulent des arguments contradictoires. D'un côté, la stigmatisation du gaspillage et de l'injustice que la subvention universelle constituerait en subventionnant des riches ; de l'autre, la demande de maintien d'un soutien à un produit de base essentiel à la santé de tous. Il souligne ensuite les hésitations de plusieurs officiels, notamment des ministres, qui tout en se montrant favorables au principe d'une « rationalisation de la consommation de pain », craignent toute mesure qui pourrait compromettre la stabilité sociale du pays dans le contexte des printemps arabes. *Ciro Martinez* propose de comprendre ces hésitations à la lumière du pacte social spécifique à la Jordanie, qu'il qualifie, après d'autres, d'« hachémisme » : un mode de gouvernement qui conditionne le mantra néolibéral à l'impératif de l'ordre social et à une réaffirmation de l'obéissance à la monarchie, par une politique des corps (*body politics*). Cet hachémisme autorise la contestation des propositions inamicales aux intérêts des citoyens.

En conclusion, l'auteur propose deux axes de réflexion. Dans une sorte d'épilogue, il revient d'abord sur la mise en œuvre, en 2018, plusieurs années après la fin de son enquête, de la réforme de la subvention universelle du pain, en faveur de la mise en place de transferts financiers ciblés. Cette réforme répond aux conditions imposées par le FMI pour un nouveau prêt accordé en 2016, et mobilise non seulement l'argument du gaspillage, et donc la nécessité d'une rationalisation de la consommation, mais met aussi fortement en avant l'argument de la préférence nationale, en excluant du dispositif aux travailleurs étrangers (Égyptiens en particulier) et aux réfugiés syriens. Bien que l'année 2018 ait donné lieu à d'importantes mobilisations et revendications populaires, *Ciro Martinez* n'évoque pas de manifestations spécifiquement hostiles à cette réforme. Le prix du pain reste toutefois contrôlé, bien qu'il ait pratiquement doublé par rapport à avant la réforme. De plus, les transferts financiers, qui bénéficient à 1,2 million de ménages, ne permettent finalement aucune économie et pourraient même augmenter, en fonction des fluctuations des prix internationaux. Le bénéfice financier de la réforme est ainsi illusoire et la réforme constitue selon lui « *a qualified failure* ».

Enfin, *Ciro Martinez* réaffirme son argument théorique selon lequel « la subvention du pain n'a jamais été uniquement une question d'alimentation. Le pain arabe est une forme d'intervention (*a form of address*) à travers laquelle l'État jordanien tout à la fois devient et

persiste comme un objet palpable dans l’imaginaire du peuple et un principe de consensus corporel » (p. 230). L’enjeu de cette subvention est donc de « performer l’État ».

Cet ouvrage, d’une lecture agréable grâce à l’alternance entre réflexions théoriques et récits ethnographiques riches et réflexifs, illustré par une série de photos de l’auteur, se distingue par l’originalité de ses apports à la littérature des sciences sociales sur la Jordanie. Il se démarque également par son attention aux enjeux territoriaux ainsi que par les pistes comparatives qu’il suggère pour étudier la question de la levée des subventions aux biens essentiels.

#### Une économie politique de l’adhésion à l’État

Par contraste avec d’autres travaux en économie politique, *States of subsistence*, explore d’abord une économie politique de l’adhésion et du consentement, fondée sur la mobilisation d’affects plutôt que sur une logique utilitaire froide et rationnelle. À ce titre, elle engage la corporalité et la sensibilité des citoyens, pensées comme des variables centrales de l’analyse. De ce point de vue, le livre évoque celui de Joane Randa Nucho, *Everyday Sectarianism in Lebanon* (2017), qui pense également l’adhésion communautaire sur le mode de la matérialité (des infrastructures en particulier) ainsi que de l’affect. On peut sans doute aussi le rapprocher de *Political Life in Cairo's New Quarters: Encountering the Everyday State* de Salwa Ismail (2006).

Dans le contexte jordanien, Ciro Martinez se distingue des recherches qui font de l’échange clientéliste de ressources matérielles le centre de la légitimité politique. On pense à de nombreux travaux centrés sur les mécanismes de captation de la rente internationale de l’aide, censée permettre la redistribution d’emplois, mais aussi de subventions (par exemple Knowles, 2005). De même, il n’insiste guère sur les liens entre redistribution matérielle et (re)production des divisions ethno-nationales entre Transjordaniens et Palestiniens, entre tribus différentes, etc., thèmes si fréquents dans les travaux de politistes sur la Jordanie, et plus largement sur la région [Baylouny, 2010 ; Jungen, 2009]. En cela, Ciro Martinez se distingue complètement du travail de Nucho évoqué ci-dessus qui, à travers le communautarisme, s’attache aussi à la production de différenciations sociales entre groupes. On pourrait cependant questionner l’idée d’une adhésion relativement homogène à l’État, ainsi que l’absence de distinction entre le consentement à la domination produit par la distribution du pain et l’obéissance, comme les travaux de Béatrice Hibou l’ont montré à propos de la Tunisie (2006). Le registre d’analyse mobilisé par Ciro Martinez est d’autant plus original que la répression, souvent violente, des

mobilisations sociales est le sujet d'un autre ouvrage récent sur la Jordanie, celui de Julian Schwedler (2022) recensé par Camille Abescat (2024) dans cette revue.

L'orientation choisie par Ciro Martinez le conduit à accorder peu d'attention aux différenciations de classe. Pourtant, les travaux d'inspiration économique et économétrique sur les subventions, fortement repris et vulgarisés par les bailleurs de fonds comme la Banque mondiale ou le FMI, s'attachent à souligner les inégalités distributives que les subventions de type universel engendrent. Par exemple, ils démontrent que les groupes les plus aisés captent une majorité d'un type de subvention, ou même que « les riches » bénéficient de subventions pour le pain qu'ils pourraient pourtant parfaitement payer sans aide. Ce type de travaux débouche sur une dénonciation de l'inefficacité économique et du gaspillage de ces subventions. Ce genre de discours est présent dans le débat jordanien, on l'a vu, mais suscite une grande réticence de la part de Ciro Martinez. D'une part parce que, selon lui, ils perdent de vue la question capitale de la manière dont l'État est performé à travers la distribution des produits subventionnés ; et d'autre part, parce qu'économiquement, la mise en œuvre de la réforme des transferts monétaires n'est pas probante ni en termes d'économies réalisées, ni pour la rationalisation de la dépense d'argent public. Il n'empêche que, dans d'autres contextes, comme en Tunisie, le pain subventionné, de médiocre texture et qualité gustative, est celui des pauvres. Nous aimerions donc mieux comprendre les formes de distinction dans la consommation ainsi que, peut-être, dans la fabrication et la distribution. N'assistons-nous pas à des restructurations économiques où le pain subventionné devient industrialisé (comme au Liban), tandis que le pain artisanal, et adapté à différents goûts, serait l'apanage des plus aisés ?

Une lecture géographique de la politique du pain et de ses incarnations

Un deuxième point d'intérêt concerne la manière dont Ciro Martinez, qui revendique explicitement l'apport de la géographie dans sa démarche, problématise la dimension spatiale dans sa lecture des politiques du pain. D'une part, il montre comment la mise en place des subventions a été accompagnée d'une transformation de la géographie de l'approvisionnement en blé pour la farine de pain (blé dur). L'augmentation de la population, gonflée par les flux de réfugiés chassés de leurs villes et de leurs terres en Palestine annexée puis occupée, a miné l'indépendance alimentaire de la Jordanie, fondée sur la production locale de blé, notamment sur les plateaux du nord du pays. La mise en place de l'étatisation du commerce des grains a rapidement ruiné cette économie agricole, obligée de se reconvertir vers d'autres cultures (élevage, arbres fruitiers) et précipitant les terres situées dans l'orbite des villes en croissance

sur le marché foncier urbain. En effet, dans une logique d'efficacité économique, le ministère de l'Approvisionnement a privilégié les importations, à tarif préférentiel, de ses alliés diplomatiques. Mais, tributaire du marché international des grains, la Jordanie s'expose aux variations de cours de cette commodité, ainsi qu'aux éventuels blocus (voir la guerre en Ukraine aujourd'hui). Dans une économie déjà profondément dépendante de l'approvisionnement en produits pétroliers, cela constitue une de ses sources de vulnérabilité.

D'autre part, Ciro Martinez décrit la transformation des spatialités urbaines de la production et de la distribution du pain. Produit à la maison dans les zones rurales, ou au four de quartier dans les villes (comme en témoigne le fameux récit de Abdel Rahman Mounif *Une ville dans la mémoire : Amman*, 1996), le pain devient, avec le contrôle étatique de la distribution des farines, un bien uniquement fabriqué en boulangerie. Ces lieux, jusqu'alors peu présents dans le paysage urbain, en deviennent de nouvelles centralités, dotées de leur propre temporalité, en lien avec les rythmes du quotidien, entrelaçant le temps de la cuisson et les moments de fréquentation matinaux et de fin de journée par les usagers du quartier. La boulangerie devient un marqueur de la vie urbaine, un espace logistique incarnant la présence et l'action de l'État, comme d'autres infrastructures publiques (eau potable, électricité, écoles, centres de santé).

À cette spatialité étatique de type homogène, malgré les différenciations sociales dans lesquelles elle s'inscrit, Ciro Martinez oppose une spatialité néolibérale de l'État, décrite dans le chapitre quatre. Celle-ci est gouvernée par des acteurs étatiques distincts, se substituant aux autorités municipales et aux motivations spécifiques : sécuritaires et coercitives dans le cas des villes protestataires de Kerak et surtout Maan, économiques et orientées vers l'incitation à investir à Aqaba, vitrine des investissements internationaux dans le pays. Cette différenciation ne fait toutefois pas disparaître l'existence d'une attente populaire d'un pain au prix contrôlé, et donc d'un rapport unitaire à l'État.

Du pain à d'autres biens essentiels

En conclusion, ce livre renouvelle le regard sur l'économie politique jordanienne et les mécanismes de production de l'adhésion à l'État, à travers une analyse des pratiques et représentations sociales concernant la fabrication, la distribution et la consommation du pain. L'appréhension sensible et corporelle des rapports politiques à ce bien essentiel que propose Ciro Martinez pourra être très utilement mobilisée pour réfléchir à d'autres contextes où la question de la levée des subventions est mise à l'agenda, qu'il s'agisse du pain ou d'autres biens tels que l'eau potable, l'électricité, les carburants, la santé ou l'éducation.

Éric Verdeil, Sciences Po, Centre de recherches internationales (CERI), CNRS, Paris, France.

Références citées

ABESCAT Camille (2023), « Jillian Schwedler, *Protesting Jordan. Geographies of Power and Dissent*, Stanford, Stanford University Press, 2022, 392 p. ». *Mondes arabes*, 4[2], p.159–162.

BAYLOUNY Anne-Marie. (2010), *Privatizing Welfare in the Middle East: Kin Mutual Aid Associations in Jordan and Lebanon*, Indiana University Press.

CERTEAU Michel de, *L'invention du quotidien*, Paris, Gallimard, 1990.

HIBOU Béatrice (2006), *La force de l'obéissance : économie politique de la répression en Tunisie*, Paris, Éditions La Découverte.

ISMAIL Salwa (2006), *Political Life in Cairo's New Quarters: Encountering the Everyday State*, Minneapolis, University of Minnesota Press.

JUNGEN Christine (2009), *Politique de l'hospitalité dans le Sud jordanien*, Paris, Karthala.

KNOWLES WarwickM. (2005), *Jordan since 1989: a study in political economy*, London, I.B. Tauris.

MOUNIF Abdel Rahmane & Gautier Éric (traducteur) (1996), *Une ville dans la mémoire : Amman*, Arles, France, Sindbad-Actes Sud.

NUCHO Joane Randa (2017), *Everyday sectarianism in urban Lebanon: infrastructures, public services, and power*, Princeton, Princeton University Press.

SCHWEDLER Jillian (2022), *Protesting Jordan: geographies of power and dissent*, Stanford, California, Stanford University Press.